

Gauvreau, Danielle, Joël Gregory, Marianne Kempeneers et Victor Piché (Éds.). — *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*. Montréal, Centre for Developing-Area Studies, McGill University, Monograph Series, no 21, 1986, 316 p.

André Lux

Volume 16, Number 2, octobre 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/600621ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/600621ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print)

1705-1495 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lux, A. (1987). Review of [Gauvreau, Danielle, Joël Gregory, Marianne Kempeneers et Victor Piché (Éds.). — *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*. Montréal, Centre for Developing-Area Studies, McGill University, Monograph Series, no 21, 1986, 316 p.] *Cahiers québécois de démographie*, 16(2), 312–317. <https://doi.org/10.7202/600621ar>

GAUVREAU, Danielle, Joël GREGORY, Marianne KEMPENEERS et Victor PICHÉ (Éds.). - *Démographie et sous-développement dans le Tiers-Monde*. Montréal, Centre for Developing-Area Studies, McGill University, Monograph Series, no 21, 1986, 316 p.

Cet ouvrage vise l'«étude de la production des êtres humains dans le cadre de rapports sociaux historiquement déterminés, ou l'étude de la reproduction de la force de travail» (p. 3). Huit études empiriques, dont quatre sur l'Afrique, trois sur l'Amérique latine et les Caraïbes et une sur la Chine populaire, sont encadrées, aux chapitres 1, 2 et 11, par des exposés théoriques d'inspiration marxiste.

Le chapitre 1 prône la rupture avec le discours habituel des démographes qui, sous couvert d'objectivité, est éminemment politique et réducteur, et son remplacement par une analyse, elle aussi éminemment politique, mais rigoureuse et multidisciplinaire. Le premier masque ses a priori idéologiques, la seconde les démasque et affiche ses propres couleurs. Telle sincérité garantit-elle l'exercice du sens critique et autocritique ? C'est à voir.

La section sur l'Afrique débute par l'essai de Gregory et Piché reliant démographie, impérialisme et sous-développement. On y trouve une critique bien structurée de la démarche néomalthusienne; la théorie de la transition démographique est condamnée sans appel pour ses biais occidental, élitiste et urbain, et pour sa subordination à la théorie de la modernisation. Le récent livre de Chesnais sur cette transition justifierait de porter la cause en appel. Le lecteur ne trouve pas d'arguments justifiant la thèse d'une haute fécondité, réponse au sous-développement, alors que cette fécondité lui est antérieure. La pénétration du capitalisme explique par contre bien les mouvements migratoires. L'affirmation d'un coût de reproduction de la force de travail assumé entièrement par le secteur non capitaliste ne vaut, nous semble-t-il, qu'en régime de travail migrant, mais non pour les populations urbanisées d'Afrique.

Les études empiriques qui suivent justifient-elles l'hypothèse que «chaque classe au sein d'une formation sociale donnée engendre ses propres lois démographiques et que l'ensemble de ces lois donne un système cohérent» (p. 21) ?

R. Gervais montre que la famine au Niger n'est pas naturelle, mais découle de l'impact négatif de la colonisation sur les sociétés pastorales, impact qui n'a cependant pas rompu leur régime démographique. Coulibaly montre très bien que

l'émigration voltaïque vers la Gold Coast résulte directement de la politique coloniale française, mais son étude empirique ne fait pas référence directe à un cadre théorique donné.

St-Pierre, Gregory et Simmons étudient ces mêmes migrations en termes de stratégies des ménages et des familles, et concluent après une analyse fouillée que plus la taille des ménages est petite, plus les migrations nuisent à leur structure démographique et à leur viabilité en économie domestique, et que la proportion des ménages avec émigrants augmente avec leur taille, sans qu'augmente le nombre d'émigrants par famille. Cette étude des familles à cheval sur deux sphères de production dévoile des comportements qui n'imposent pas plus la grille d'interprétation marxiste que celle de la théorie de la modernisation. Elle ne s'y réfère d'ailleurs guère, sinon en prétendant que, puisque les ménages reconstitués (émigrants inclus) ont une proportion plus élevée d'adultes les plus productifs, ce qui devrait favoriser l'essor de la sphère domestique, le fait même de l'émigration démontre la nécessité de leur intégration à la sphère capitaliste comme stratégie de simple survivance des ménages. À défaut d'une analyse socio-économique précise, cette interprétation ne s'impose pas plus que celle qui s'appuierait sur le sous-emploi rural ou la rentabilité supérieure de l'émigration. À ce propos, n'est-il pas curieux que dans les ménages reconstitués de moins de quatre membres, les femmes ne forment qu'environ un tiers des effectifs âgés de 15 à 44 ans ? Dans une sphère domestique reposant largement sur le travail féminin, la petite taille des ménages les rendrait-elle peu viables et pousserait-elle une partie de ces femmes à l'émigration définitive (au delà de 5 ans d'absence, les émigrés ne sont pas inclus dans les ménages reconstitués) ?

Au chapitre 6, consacré au Maroc, Louise Lassonde privilégie, elle aussi, les ménages; elle fait une bonne analyse des modalités d'intégration des migrations aux stratégies de survie, mais surtout de promotion économique en fonction du profil socio-démographique des ménages et de leur type d'insertion dans l'économie marocaine. Entraide familiale et émigration sont deux stratégies combinées de façon ambiguë, puisque la seconde marginalise davantage les ménages déjà mal insérés.

Kempeneers et Poirier utilisent des documents déjà connus pour faire l'histoire des conditions de la reproduction humaine en Guadeloupe. Ils affirment que la situation démographique des travailleurs, déplorable jusqu'à la fin du 19e siècle, s'améliore brusquement au 20e par la hausse de la fécondité. Le lecteur aimerait apprendre pourquoi ce retournement se produit,

surtout après 1920, alors que la pénurie de force de travail et les politiques destinées à forcer l'offre de cette force datent de bien avant et n'ont pas changé. La réponse est que «compte tenu des rapports sociaux qui structurent les ménages,... issus de la convergence et de l'articulation de plusieurs processus historiques..., une forte fécondité visant à accroître jusqu'à un certain seuil la taille des ménages va constituer un élément majeur dans les stratégies de survie de ce prolétariat rural» (p. 185). Que vaut cette explication (plutôt logomachique), alors que les auteurs confessent dans la note 45 avoir «peu d'information sur l'évolution des rapports sociaux structurant les ménages»? D'ailleurs, selon eux, à défaut d'une analyse centrée sur les ménages, «l'utilisation des données démographiques agrégatives ne permet pas de pousser plus loin l'élaboration et la vérification de nos hypothèses» (p. 190). Dès lors, la grille d'interprétation marxiste ou son utilisation prématurée n'apporte pas ici non plus d'éclairage additionnel sur le caractère exploiteur de l'économie coloniale de plantation.

Au Costa Rica, selon Caminos-Torrès, le travail extérieur de la femme n'est pas un facteur important de sa fécondité. La corrélation négative entre instruction et fécondité, même si elle se vérifie à l'intérieur de chaque classe, ne fait pas de l'instruction un facteur en soi, puisque la répartition par niveau d'instruction est très inégale selon les classes. Dès lors, l'instruction et «tous les facteurs qui sont de nature à influencer la fécondité et l'activité... se trouvent eux-mêmes déterminés par la position des unités domestiques à l'intérieur de la structure de classe» (p. 219-220). Voici un bel exemple de «non sequitur», d'une hypothèse érigée en thèse sans le support de la logique ni de l'empirie. Puisque les rapports de classe sont des rapports de production, comment l'auteur peut-il prétendre que le travail extérieur des femmes, qui les insère dans ces rapports de production, influence peu leur fécondité? Il ne démontre en tout cas pas que les différences de fécondité entre classes résultent de leurs rapports dialectiques.

À cet égard et en République Dominicaine, José Guzman offre une analyse plus poussée des différences de fécondité par classe, «correspondant effectivement à la stratégie que chacune d'entre elles doit mener en raison des conditions concrètes de vie rattachées à son insertion économique spécifique» (p. 223). Diverses constatations sont cependant troublantes. L'auteur regroupe la petite bourgeoisie et les marginaux. La fécondité des ouvriers agricoles reste élevée, alors que leur type de famille n'est plus une unité de production, parce que l'insécurité fait de la famille-association l'instrument de maximisation du revenu, moins par le travail des enfants (limites

légales) que par celui des femmes; ainsi donc, le travail salarié des femmes devient facteur de haute fécondité ! À propos de la sous-fécondité urbaine, Guzman voit dans les «zones» des indices de condition de vie permettant donc d'affiner le concept de classe. Non seulement ne prouve-t-il pas que la variable zone joue en subordination à la variable classe, mais il n'identifie que deux classes largement de zone citadine, les ouvriers non agricoles et les travailleurs indépendants. Il voit «une idéologie enracinée dans chacune des zones et qui est soit favorable à une haute fécondité, soit favorable à sa diminution» (p. 236). Le contexte ne relie pas cette idéologie à une classe, puisqu'elle est «enracinée» dans chacune des zones et différente selon les zones. N'y aurait-il qu'une seule classe par zone ? Idéologie de zone plutôt que de classe, voilà un langage bien peu marxiste !

La reproduction de la force de travail en Chine selon la ligne maoïste donne à Luc Legoux l'occasion d'afficher l'ampleur de sa foi dogmatique. Dans la Chine impériale, «le mode de production... reposait sur une exploitation extrêmement forte du mode de production domestique» (p. 259) ?? Quel chapelet de naïvetés déconcertantes à propos du contrôle exercé par les masses sur l'organisation et le contenu de l'enseignement, des migrations, fruit du «volontariat obligatoire» (p. 269), etc. La politique démographique, dont Legoux oublie les U-turns, était du temps de Mao parfaitement intégrée dans un procès de reproduction des rapports d'entraide, de sorte que dans les régions densément peuplées «le mariage tardif et le contrôle des naissances sont encouragés sur la base du libre consentement des masses et de leur plein gré» (p. 265). Hélas, depuis la mort de Mao, «les rapports d'entraide sont quasiment détruits et la démographie est planifiée de manière coercitive» (p. 270). Comment donc les couples n'acceptent-ils plus spontanément de n'avoir que deux, voire un enfant ? Legoux a l'explication dans la «contradiction majeure inhérente à la phase de transition socialiste : la non-correspondance entre la propriété juridique des moyens de production et la possession effective de ceux-ci» (p. 270). Le lecteur intelligent aura immédiatement compris que cette contradiction explique le régime de la douche écossaise dont furent gratifiés les couples en transition socialiste et en attendant qu'avec l'avènement du communisme triomphe l'autogestion destructrice de tout pouvoir de domination.

Nous voici prêts à recevoir de Jean Poirier la leçon finale sur les «éléments pour une problématique matérialiste de la reproduction humaine». D'emblée sa vision est manichéenne : d'un côté les bons, de l'autre le reste des auteurs jetés pêle-mêle dans la catégorie fourre-tout du fonctionnalisme, lequel pêche notamment par son a-historicisme. Parmi ces auteurs, Max

Weber, le grand historien et spécialiste de la sociologie compréhensive ! La caution de Laurin-Frenette est maigre excuse, car l'analyse de celle-ci porte sur la théorie de l'action et de l'acteur dans le seul champ politique et non, comme chez Poirier, sur les lois d'évolution des sociétés, lois qui dans le fonctionnalisme vu par ce dernier reposeraient sur l'existence d'une Nature humaine immuable. Laurin-Frenette critique des politicologues de second rang qui attribuent les succès des individus à leurs dispositions naturelles. La différenciation dont parlent les «fonctionnalistes» de premier rang porte sur la rationalisation de domaines nouvellement constitués de la pratique sociale (l'État, le calcul capitaliste, etc.), et non pas sur le résidu social qui reste régi par la tradition et dont reste tributaire la sphère familiale; celle-ci échappe dès lors à la recherche de l'efficacité par spécialisation. Poirier n'a donc aucun mal à réfuter en page 281 un Weber qu'il n'a pas compris.

En démographie, il prête aux fonctionnalistes l'argument suivant : la reproduction humaine est un des «besoins» fondamentaux préalables à toute société. Or le fonctionnalisme renvoie tous les «besoins» à la nature humaine. Donc il explique les phénomènes démographiques par la nature humaine.

Le critère d'une bonne démographie sociale consiste certes à rechercher les liens entre reproduction et rapports sociaux. N'est-ce pas ce que font, à leur manière non marxiste, les tenants des diverses versions de la théorie de la transition démographique, et notamment Chesnais en 1986, en la reliant à l'industrialisation, à l'urbanisation, à la sécularisation, en un mot, à l'évolution historique des sociétés et non pas du tout à la Nature humaine ? Ce lien n'est d'ailleurs pas mécanique, à la façon plutôt fonctionnaliste des structuro-marxistes althussériens. Ce lien mécanique se retrouve chez Poirier, qui va chercher dans le bio-pouvoir de Michel Foucault un «deus ex machina» sous forme d'une intentionnalité peu marxienne : le capitalisme (c'est qui ?) décide d'instaurer une «gestion» des populations par une bio-politique visant «le corps espèce,... traversé par la mécanique du vivant et servant de support aux processus biologiques» (Foucault), de manière à réguler les naissances, les décès, la santé, la durée de vie. Dans cette stratégie, la famille devient un pivot de la gestion politique des populations. L'ennui, reconnaît Poirier en page 290, est que la famille moderne est extérieure aux vrais rapports sociaux; dès lors faut-il l'intervention de l'État, seul capable de subordonner la reproduction à l'économie. Cette conclusion était déjà postulée au départ du raisonnement.

Le moins qu'on puisse constater est la grande inefficacité de l'intervention de l'État capitaliste dans la régulation démographique. Les dirigeants de la *Malthusian League* d'Angleterre en savaient quelque chose, tout comme les gouvernements français «repopulateurs» des années 1890-1939. Et que dire de la régulation étatique des populations des pays industrialisés depuis 1960 ?

Je ne rejette pas a priori une interprétation vraiment marxiste des phénomènes démographiques. Je ne peux cependant que conclure que les textes empiriques présentés ici ne l'imposent vraiment pas, et que les textes théoriques souffrent de faiblesses sérieuses.

André LUX
